

Il faut rompre avec les syndicats qui collaborent avec Sarkozy.

Il faut construire un mouvement de la classe ouvrière qui soit indépendant.

Déclaration du World Socialist Web Site, le 17 juin 2008

La journée d'action et de manifestation à l'appel de la CGT et de la CFDT le 17 juin porte sur des questions fondamentales concernant la vie des travailleurs : les retraites et la durée légale du temps de travail. Ces confédérations syndicales mobilisent les travailleurs pour chercher à dissimuler la trahison de la classe ouvrière qu'elles ont perpétrée en signant avec le patronat le document de « position commune » le 9 avril dernier.

Ce document était conçu comme base de la législation gouvernementale sur la représentativité syndicale ainsi que sur la durée du temps de travail. Il propose la possibilité, « à titre expérimental, » d'une déréglementation des heures de travail, qui libère les employeurs des contraintes légales régissant les conditions de travail à échelle nationale et par secteur industriel.

Ceci a ouvert la voie au projet de loi sur la représentativité syndicale et la durée du temps de travail, publié le 27 mai, et contre lequel sont organisées ces protestations.

L'imposture c'est que la CGT (Confédération générale du travail, proche du Parti communiste stalinien) et la CFDT (Confédération française démocratique du travail, proche du Parti socialiste) mobilisent les travailleurs contre une politique qu'ils ont eux-mêmes initiée et qu'ils soutiennent.

La mobilisation du 17 juin est la dernière en date d'une série de grèves et de manifestations appelées par les syndicats en réponse à la colère massive ressentie contre le programme concerté d'attaque du président Sarkozy sur les retraites, les emplois et la sécurité d'emploi, les services sociaux, l'Education, la santé, les allocations chômage et autres droits démocratiques. Les syndicats ne remettent pas sérieusement en question ce programme de régression sociale et séparent, les unes des autres, chaque section de travailleurs et de jeunes ainsi que chaque revendication.

Ce projet de loi donne aux employeurs le droit de négocier et d'imposer l'abolition de la semaine de 35 heures au niveau de chaque entreprise locale. Il annonce la destruction implacable des conditions de travail avec l'abandon du précédent cadre d'accords nationaux et par branches d'industrie et toutes les garanties encore fournies par le code du travail. Le « principe de faveur » du code du travail français, selon lequel des accords locaux ne peuvent remettre en question des accords nationaux, sinon pour les améliorer, a été abandonné par la « Position commune. »

Le peu de protection qu'offraient le code du travail et les inspecteurs du travail, est en train d'être détruit. A présent, les travailleurs seront mis dans une situation où ils rivaliseront les uns avec les autres dans la même industrie ou usine de production. La concurrence portera sur la question de savoir quelle main d'œuvre travaillera plus pour un moindre salaire, processus qui est systématiquement imposé dans les usines automobile américaines et de par le monde.

Ces changements sont en droite ligne avec des propositions pour une directive sur le temps de travail, actuellement débattues dans les instances gouvernantes de l'Union européenne (UE.) Un document rédigé à Luxembourg par des représentants des 27 Etats membres de l'UE autoriserait une durée hebdomadaire de travail de 60 heures et plus.

L'accord sur la durée du temps de travail entre les employeurs et la CGT et la CFDT a été conclu en échange de conditions de représentativité syndicale qui leur sont favorables. Un seuil de dix pour cent des voix lors d'élections pour les instances représentatives confère à ces deux confédérations des avantages significatifs par rapport à des syndicats rivaux plus petits et rend quasiment impossible la création de nouvelles organisations reconnues, représentant les intérêts des travailleurs. Cet accord garantit aux permanents de la CGT et de la CFDT la part du lion des places de négociateurs et de participants dans les comités d'entreprise ainsi que des postes lucratifs dans les instances où siègent employeurs, syndicats et gouvernement pour régler les relations du travail, les retraites, les allocations chômage entre autres. Il ne faut pas non plus oublier la « fluidification des relations sociales » sous le manteau, et qui est généralisée.

L'opposition à cet accord de la part de plus petits syndicats n'est pas fondée sur des principes mais ressemble plutôt à une bagarre de voleurs pour le partage du butin. La préoccupation la plus grande des dirigeants de ces organisations nanties, jouissant de QG somptueux et du nombre d'adhérents le plus petit (8 pour cent) d'Europe de l'ouest, est la défense de leurs privilèges et de leur style de vie bourgeois.

Partant d'une perspective nationaliste, les syndicats considèrent qu'il est de leur devoir d'aider à mettre en place le vaste programme du capitalisme français et européen, pro-

gramme de réduction des salaires, des conditions de travail et des droits démocratiques et sociaux de la classe ouvrière afin d'augmenter sa compétitivité sur le marché mondialisé. Ce programme est devenu d'une extrême urgence dans le contexte de la flambée du prix des carburants et des produits alimentaires ainsi que la crise mondiale du crédit.

Cette dernière trahison n'est qu'un aspect de toute une stratégie consistant à empêcher une offensive politique unie de la classe ouvrière, en organisant des protestations éparpillées et des actions d'une journée sur des revendications séparées. L'objectif est d'user et d'isoler la résistance combative de la classe ouvrière et des jeunes qui s'exprime dans les luttes massives, et pour beaucoup tenaces, depuis l'élection de Sarkozy il y a tout juste un peu plus d'un an.

Depuis le début des années 1990, le WSWS insiste pour dire que les syndicats ne sont plus, en aucune façon, des organisations qui défendent la classe ouvrière. Ce sont des organisations réactionnaires contrôlées par des petits bourgeois qui participent à l'exploitation de la classe ouvrière et qui agissent comme une force de police interne pour discipliner les travailleurs et leur imposer les attaques de la direction. Les trahisons de toutes les luttes, retraites, emplois et salaires, en 1995, 2003 et 2007 démontrent l'exactitude de cette analyse.

Les mobilisations qu'ils organisent font partie intégrante de leur tactique de gestion des tensions sociales visant à faire retomber la pression de manière à ne pas menacer le système mais afin de provoquer la démoralisation et un sentiment d'impuissance.

Les liens historiques que les syndicats entretiennent avec les partis socialiste et communiste sont du même ordre que leur complicité avec le gouvernement et le gaullisme, une collaboration qui a atteint un nouveau degré avec la venue au pouvoir de Sarkozy. La CGT et d'autres directions syndicales sont en contact permanent, hebdomadaire voire même quotidien, avec le gouvernement de Sarkozy, pour mettre au point la meilleure façon d'imposer ce programme de régression sociale.

Les organisations d'« extrême-gauche » telle la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) d'Olivier Besancenot acclament chaque conflit pour ensuite, quand ils ne couvrent pas la direction syndicale comme ils l'ont fait lors de la trahison par la CGT et les autres syndicats de cheminots et du transport en octobre et novembre derniers, en dénoncer la trahison inévitable. Cela signifie tout simplement d'autres défaites qui se préparent. La LCR suggère sur son site web que la signature de la « position commune » n'a rien à voir avec la relation fondamentale que la CGT entretient avec les employeurs et l'Etat mais l'explique en disant que le syndicat a été « dupe. »

La LCR et Lutte ouvrière (LO) jouent un rôle absolument essentiel pour le compte de la bureaucratie syndicale, cherchant à encourager l'illusion qu'il est possible de réformer les syndicats et de gagner les luttes en faisant pression sur les directions syndicales pour qu'elles se battent. Depuis le

début des années 1980, nous assistons à une série innombrable de grèves trahies année après année. Mais pour de tels groupes il n'est jamais nécessaire de tirer de conclusion.

Ils insistent tous pour dire que le syndicalisme, avec sa perspective de réformer le capitalisme, est toujours une perspective viable pour la classe ouvrière. Pour eux, la nécessité pour les travailleurs de construire un mouvement politique afin de lutter pour une alternative socialiste au système capitaliste est, au mieux, de la rhétorique.

Mais c'est précisément ce qui est requis. Les luttes pour défendre les retraites, les emplois, les conditions de travail et les salaires font partie d'un combat plus large de la classe ouvrière de par l'Europe et internationalement, combat qui est en train de se produire dans le contexte d'une crise sans précédent du système capitaliste mondial.

La CGT et la CFDT ont démontré leur complète inaptitude du point de vue de la défense des intérêts de la classe ouvrière. Ce ne sont pas des organisations ouvrières, mais des organisations contrôlées par une couche de gens des classes moyennes supérieures dont les intérêts sont hostiles aux membres qu'ils sont supposés représenter.

La prétention de la LCR de construire un parti anticapitaliste est une imposture totale parce qu'ils couvrent les syndicats et prétendent que le réformisme est possible dans un contexte où toute la perspective réformiste du syndicalisme a échoué et qu'il est absolument impossible de réconcilier les besoins de la classe ouvrière avec les intérêts du grand patronat.

Les travailleurs doivent rompre d'avec ces organisations pro capitalistes et construire de nouveaux organes de lutte. Avant tout, les travailleurs doivent s'organiser, pas uniquement au niveau de leur lieu de travail mais en tant que classe internationale dont l'intérêt commun est de réorganiser la vie politique et économique pour répondre aux besoins de la majorité de la société et non de la minorité riche.

Pour que la classe ouvrière s'unisse et lutte pour ses intérêts communs, elle doit se regrouper dans un mouvement politique visant à réorganiser de façon fondamentale les priorités de la société. Le principe conducteur doit être le combat pour l'égalité sociale, l'élimination de la pauvreté et l'augmentation du niveau de vie des personnes du monde entier par l'utilisation consciente et rationnelle des ressources productives de l'humanité.

La classe ouvrière a besoin de son propre parti politique, fondé sur des perspectives socialistes et internationalistes. Cela signifie la construction d'une section du Comité international de la Quatrième Internationale en France (CIQI).

Nous encourageons fortement les travailleurs à étudier l'histoire et le programme du mouvement trotskyste tels que le représentent le CIQI et son site Internet, le World Socialist Web Site et à prendre la décision de contribuer à sa construction comme nouvelle direction révolutionnaire de la classe ouvrière.

©World Socialist Web Site <http://www.wsws.org>

La publication socialiste sur internet la plus lue